

❑ Étude critique de document – Le Moyen Orient : conflits régionaux et tentatives de paix.

La Guerre du Golfe (1991)

❶ *Jean-Pierre Chevènement était ministre de la défense lors de l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990. En 1991, désapprouvant la participation française à la Guerre du Golfe, il démissionna. Dans ses mémoires, il revient sur les événements de 1990.*

➤ **En contextualisant et en analysant les documents, en vous appuyant sur vos connaissances, expliquez en quoi la guerre du Golfe est représentative du rôle des puissances, régionales et extérieures, dans les conflits du Moyen-Orient.**

Et voilà qu'au début d'août 1990, une crise lointaine éclatait dont j'appréciais mal les conséquences qu'elle pouvait avoir pour notre défense. Celle-ci, faut-il le rappeler, restait fondée sur notre capacité à dissuader le surgissement d'un conflit de haute intensité en Europe. Elle n'était nullement calibrée pour des projections de forces à longue distance, à l'exception de l'opération Épervier au Tchad, entrée depuis longtemps dans la routine¹. Mais c'était dans le « pré carré » français, au cœur de l'Afrique saharienne. Il ne serait venu à l'idée de personne d'engager l'armée française à cinq mille kilomètres de notre territoire et qui plus est dans une région, le Moyen-Orient, où s'exerçait pleinement le leadership militaire des États-Unis, et donc sous contrôle opérationnel américain ! C'était un complet renversement de notre doctrine militaire telle que l'avait fixée le général de Gaulle en 1966, en faisant sortir la France de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN. La France, au Moyen-Orient, pouvait exercer des stratégies d'influence, ou au plus d'interposition comme au Liban, mais non intervenir directement. C'était pour moi un axiome, surtout à un moment où la réunification allemande et l'implosion de l'URSS rebattaient les cartes en Europe même.

L'invasion du Koweït contredisait les propos que m'avait tenus six mois auparavant Saddam Hussein sur « le rôle stabilisateur de l'Irak » au Moyen-Orient et particulièrement dans la région du Golfe. C'était la première fois que je rencontrais Saddam Hussein en mission officielle, dans un bref aller et retour à Bagdad, du 27 au 29 janvier 1990. L'objet de ma mission était de négocier l'apurement de la dette de l'Irak vis-à-vis de la France et, surtout, d'équilibrer le voyage que Roland Dumas² effectuait en Iran, au même moment, pour explorer, au lendemain de la guerre Irak-Iran (novembre 1988), les voies d'un règlement des contentieux pendants entre nos deux pays. J'avais trouvé Saddam Hussein surtout préoccupé de l'évolution des prix du pétrole (on était en plein contrechoc pétrolier et celui-ci mettait à mal les finances irakiennes). Il s'inquiétait par ailleurs d'une normalisation trop rapide des relations de l'Occident avec l'Iran. C'était la deuxième fois que j'avais l'occasion d'approcher le dictateur irakien. [...]

Revoici donc Saddam Hussein : taille moyenne et regard clair, sanglé dans un uniforme de bonne coupe, ceinturon et bottines de cuir assorties, il s'avance et m'accueille avec prévenance en me désignant un siège en face du sien, sur une petite estrade où nous nous faisons face. C'est un homme qui n'a nul besoin de forcer son autorité. Il frappe par sa diction mesurée et son argumentation qu'il veut soignée. Bref, il ne ressemble pas à la caricature qui en est souvent faite aujourd'hui, le résumé à sa seule brutalité. Au faîte de sa puissance, il parle avec l'autorité d'un homme qui se sent investi de la souveraineté de l'Irak, lui-même héritier des anciennes civilisations de la Mésopotamie, Ur, Akhad, Babylone et Ninive.[...]

Surtout il s'inquiète de l'indépendance que l'Europe et le Japon sauront gagner par rapport aux États-Unis dans un monde où l'URSS aura cessé de faire contrepoids. Et toujours, il souligne la place

¹L'opération « Épervier » fut décidée en 1986 par François Mitterrand, pour empêcher la Libye, alors dirigée par Kadhafi, de renverser le gouvernement du Tchad, lié à la France par un accord de défense. Ce fut une réussite.

²Roland Dumas, ami personnel de François Mitterrand, était alors ministre des Affaires étrangères.

35 qu'il réserve à la France, eu égard à sa tradition d'indépendance nationale. Je le trouve préoccupé par le cercle de menaces qu'il sent se resserrer autour de l'Irak, mais incapable d'y faire face autrement qu'en se prévalant de son rôle traditionnel d'équilibre face à l'extrémisme islamiste. [...]

Lors du Conseil de défense du 9 août 1990, je soupçonnai cependant que quelque chose m'échappait quand j'entendis sur quel ton le Président s'exprimait : « La France ne serait pas neutre. On ne pourrait pas faire deux politiques à la fois. S'il le fallait, la France ferait la guerre à Saddam Hussein quels qu'en soient les inconvénients. L'opinion ne tolérerait pas une démarche molle et incertaine... » Je ne modifiai en rien mon argumentaire : « Certes le viol du droit international est caractérisé et il n'y a pas à transiger sur ce point, mais nous devons privilégier une solution diplomatique dans un cadre interarabe et éviter à tout prix de nous laisser enfermer dans un mécanisme d'engagement automatique de nos forces, car nos buts politiques ne sont pas ceux des États-Unis et d'Israël. Nos intérêts dans le monde arabe sont immenses. Nous engager dans la voie d'une confrontation directe nous ferait perdre à tous les coups, soit que Saddam gagne, soit que l'intégrisme islamiste tire bénéfice de sa défaite. » Après ce bref exposé, je me sentis bizarrement isolé.

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, *Qui veut risquer sa vie la sauvera. Mémoires*, Paris, Robert Laffont, 2020.

📷 Tanks et blindés irakiens calcinés après une attaque de l'aviation américaine. Photo prise dans la vallée de l'Euphrate (sud de l'Irak) le 4 mars 1991 par le sergent Dean Wagner de l'US Army, pour le compte du *Department of Defense* (le « Pentagone », ou ministère de la défense des États-Unis).

